

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/05/03/sur-l-autorite-a-l-ecole-nicole-belloubet-p...>

 Sylvie Lecherbonnier

 9 min read

Sur l'autorité à l'école, Nicole Belloubet plaide pour une voie plus éducative que répressive

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Société](#)
- [Éducation](#)

La ministre de l'éducation nationale, qui vient de lancer la concertation sur le respect de l'autorité à la suite des demandes du premier ministre et du président de la République, se démarque entre les lignes du discours de Gabriel Attal.

Article réservé aux abonnés



Nicole Belloubet a lancé, vendredi 3 mai, la concertation sur l'autorité à l'école via une visioconférence interne diffusée sur YouTube et à laquelle *Le Monde* a eu accès. Y étaient connectés les cadres de l'éducation nationale, recteurs et directeurs académiques des services de l'éducation nationale, et les représentants syndicaux.

L'initiative fait suite au [discours de Gabriel Attal, qui a déclaré à Viry-Châtillon \(Essonne\), le 18 avril](#), vouloir remettre « *autorité, respect et civisme* » au cœur de la société, après plusieurs faits divers mettant en cause la violence d'adolescents. Le premier ministre a donné deux mois pour aboutir à des propositions sur la justice des mineurs, la parentalité et l'éducation. Les acteurs éducatifs n'ont pas pu s'exprimer lors de cette conférence à distance, où un philosophe et une chercheuse en psychologie sont pourtant intervenus. Une synthèse de leurs pistes est attendue dès le 20 mai.

La ministre axe les discussions autour de trois questions : « *Comment responsabiliser les élèves ?* », « *Comment mieux impliquer et responsabiliser les parents ?* » et « *Comment faire de l'école un lieu encore mieux protégé et qui protège toujours mieux ?* ». La France se situe, il est vrai, parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dont le climat disciplinaire est le moins serein, [selon le Programme international pour le suivi des acquis des élèves réalisé en 2022](#). Au collège et à l'école,

les enseignants passent un cinquième de leur temps en classe à maintenir la discipline, selon une autre enquête de l'OCDE de 2018.

« Il ne faut pas confondre autorité et autoritarisme »

Rappelant le cap fixé par l'exécutif, Nicole Belloubet en a profité pour faire entendre une voix résolument tournée vers le champ éducatif, quand Gabriel Attal met surtout en avant le volet répressif. « *En démocratie, l'autorité se construit, elle ne se décrète pas* », souligne Nicole Belloubet. La ministre appelle à « *prendre du recul* » par rapport à cette notion. Il s'agit de « *définir quelle forme d'autorité nous souhaitons promouvoir dans notre société* » car « *à côté de cette autorité qui élève, accompagne et fait grandir, il y a aussi une autorité qui écrase, infantilise et neutralise* ».

« *En somme, il ne faut pas confondre autorité et autoritarisme* », prévient la ministre de l'éducation nationale. L'ancienne garde des sceaux l'assume, cette concertation « *ne doit avoir qu'un seul horizon* » : « *Permettre à nos élèves de développer lorsqu'ils seront adultes une autorité naturelle qui leur permettra de tisser des liens sociaux apaisés.* »

Le Monde Ateliers

[Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences](#)

[Découvrir](#)

En plus des propositions déjà formulées par le premier ministre, comme l'obligation pour un élève de se lever quand l'enseignant arrive en classe ou la possibilité de signaler un élève perturbateur sur un dossier Parcoursup, Nicole Belloubet met en débat l'harmonisation nationale des sanctions à l'école primaire ou l'établissement d'une pause numérique totale au collège. Si le téléphone portable y est déjà interdit, les élèves arrivent à le consulter en récréation et même en cours.

Liberté de ton

La ministre continue ainsi à cultiver sa liberté de ton sans pour autant remettre en cause sa loyauté gouvernementale, comme elle a pu le faire sur les « *groupes de niveaux* » qu'elle a toujours refusé d'appeler ainsi, lui préférant le terme « *groupe de besoins* ».

A longueur d'entretiens, Nicole Belloubet prend soin de distinguer les « *internats Dupond-Moretti* », comme elle les a qualifiés sur France Inter, mardi 30 avril, qui ont pour objectif de prendre des jeunes fortement perturbateurs pendant les vacances scolaires pour un « *stage de rupture* » encadré par des éducateurs et des militaires, et les internats d'excellence gérés par l'éducation nationale qui doivent notamment permettre aux élèves en risque de décrochage de ne pas perdre pied. Pour expliquer son absence lors de la visite de Gabriel Attal et d'Eric Dupond-Moretti dans un internat, à Nice, visant à promouvoir la formule du ministre de la justice, Matignon avait évoqué « *un engagement de longue date* ».

La ministre de l'éducation nationale a également exprimé sa différence – et son opposition – à la levée de l'excuse de minorité en cas de délit d'un adolescent. « *Je considère toujours un mineur comme un être en devenir* », a-t-elle affirmé sur France Inter, même si « *le premier ministre a raison d'ouvrir le débat* ».

Sylvie Lecherbonnier

Contribuer Réutiliser ce contenu



Magnum photos

Vente exceptionnelle de tirages signés jusqu'au dimanche 05 mai



Elliot Erwitt

Yokohama, Japon, 2003.